

## **COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 MARS 2007**

**Etaient présents** : MM. MAMERE, MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, M. PEREZ, Mme TSITSICHVILI, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mme HEGOBURU, MM. RABEAU, PARIS, Mme TEXIER, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

**S'était fait excuser et avait donné délégation** :

M. DUBOST à M. JOANDET  
Mme BARRIERE à Mme TSITSICHVILI  
Mme ALLIN à Mme BUISSON  
M. LABARTHE à M. DRESS  
Mme VIGANO à M. PEREZ  
Melle CERON à M. PINAUD  
Mme RIVES à M. DANE  
M. PARIS à M. DENOYELLE (à partir de la délibération N° 15)

**Absente** : Mme ALCORTA

**Secrétaire de la séance** : Mme JEAN

### **MOTION POUR LE MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ ET DES EMPLOIS SUR LE SITE FORD AQUITAINE INDUSTRIES**

Parce que l'entreprise FORD AQUITAINE INDUSTRIES rencontre depuis 2001 de graves problèmes structurels et conjoncturels, les représentants syndicaux attirent l'attention des Pouvoirs Publics sur ses conséquences pour l'économie, tant locale que régionale, et sur l'emploi.

**Ainsi, depuis 2001 l'usine FORD de Blanquefort a perdu près de 1500 emplois et si elle n'obtient pas rapidement des investissements et de nouveaux produits, le site continuera à se vider de ses salariés.**

Avec la disparition du site FORD et ses 2500 emplois restants, ce serait la perte pour l'économie régionale de 600 à 700 millions d'€ par an et, de fait, avec la sous-traitance et les emplois induits un potentiel de 12 à 15000 emplois menacés à disparaître.

Les dirigeants de FORD ont bénéficié de très importantes aides publiques (subventions directes, foncières, aménagements, voirie, etc ...) et doivent donc être mis devant leurs responsabilités afin de participer de manière concrète à la pérennisation de ce site industriel.

Ce site de FORD est pourtant réputé pour ses performances : personnels qualifiés et bien formés, souplesse de fonctionnement, qualité des machines, productivité élevée et en progression continue, amélioration constante du process industriel.

Les salariés et leurs organisations syndicales sont aujourd'hui porteurs de propositions de développement et de diversification : véhicules électriques, hybrides, coopérations avec d'autres constructeurs français ou européens, investissements pour des productions diversifiées en lien ou hors du champ industriel de l'automobile si tel doit être le cas.

En ce sens, toutes les institutions publiques doivent jouer un rôle politique majeur et aider par leurs appuis sans faille au développement d'un très possible dépassement de cette crise.

**A cet effet, le Conseil Municipal de la Ville de Bègles, réuni en séance le jeudi 29 mars 2007 :**

- Apporte son soutien à l'ensemble du Personnel du site FORD de Blanquefort et notamment aux 27 salariés béglais et leurs familles dont l'avenir est aujourd'hui très incertain.
- Proteste énergiquement contre la politique engagée par la Direction de FORD dont les conséquences sont économiquement dangereuses et humainement inacceptables.

- Demande à l'Etat de jouer son rôle de garant de l'équilibre social et économique des territoires d'emplois en prenant la part la plus active dans la recherche de solutions en lien avec tous les acteurs concernés.
- Sollicite à cet effet le Préfet d'Aquitaine dans le cadre de ses prérogatives, afin que soit organisée d'urgence une « table ronde » permettant de réunir les dirigeants et syndicats de Ford Aquitaine Industries, les représentants de la vie économique, la Communauté Urbaine de Bordeaux, le Conseil Général de la Gironde, le Conseil Régional d'Aquitaine, les Parlementaires et les Services de l'Etat.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOTANTS – 32 POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS**

### **MOTION – EXPULSIONS LOCATIVES**

**Le projet de loi instituant un droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale a été adopté par l'Assemblée Nationale le 1<sup>er</sup> février 2007. Pourtant depuis le 15 mars, la trêve hivernale pour les expulsions locatives a pris fin et les familles expulsées se trouvent dans une situation d'insécurité sociale, d'exclusion et de marginalisation.**

Le Conseil Municipal de Bègles considère :

- Que les expulsions de locataires pour défaut de paiement de loyers ou de charges locatives sont indignes d'une société moderne et gravement attentatoires à la dignité humaine.
- Qu'elles sont particulièrement injustes et de nature à mettre les personnes isolées ou les familles expulsées en grave difficulté.
- Que perdre son logement prive l'individu ou la famille de toute résidence, que l'absence d'adresse les exclut de toute vie administrative, entraînant la perte de leurs droits, les personnes concernées étant dans l'impossibilité de se réaliser tant professionnellement que familialement.
- Que les mesures d'expulsion sont inhumaines, injustes, inadmissibles et ne prennent pas en compte les difficultés que rencontrent ces personnes (licenciement, difficultés familiales...), qu'au contraire, elles sont inutiles et de nature à renforcer la détresse et l'isolement des personnes concernées.
- Que les mesures d'expulsion visant les familles ayant des enfants à charge portent atteinte à la santé, à l'éducation, à la sécurité des enfants et méconnaissent gravement les dispositions de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

**Pour toutes ces raisons, le Conseil Municipal de Bègles demande au Maire, pour permettre que la loi du 1<sup>er</sup> février s'applique réellement, de prendre l'arrêté suivant à l'instar de nombreuses autres communes. :**

### **ARTICLE 1**

La Ville de Bègles est déclarée zone de protection des locataires en réelle difficulté économique et sociale.

### **ARTICLE 2**

Toute procédure d'expulsion engagée à l'encontre d'un locataire ou d'une famille doit être précédée, d'une part, d'une information des services de l'Etat et des services sociaux de la Ville et, d'autre part, de la tenue entre lesdits services d'une réunion ayant pour objet d'examiner la mise en place d'une solution alternative à l'expulsion de la famille concernée.

### **ARTICLE 3**

Toute expulsion locative sur le territoire de la Ville de Bègles fondée sur des raisons économiques ou en raison des effets de l'insécurité sociale, qui n'aurait pas été précédée d'un rapprochement entre les services de l'Etat et les services de la Ville tel qu'organisé à l'article 2 est interdite.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOTANTS – 32 POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS**

### **1. CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE DE LA VILLE DE BEGLES POUR LA PÉRIODE 2007/2009**

Les Contrats Urbains de Cohésion Sociale constituent les nouveaux outils contractuels de la politique de la Ville pour toutes les actions d'accompagnement des populations des quartiers prioritaires. Le Contrat Urbain de Cohésion Sociale de la Ville fait suite à la convention territoriale du Contrat de Ville 2000/2006 et reprend globalement les orientations et objectifs de cette dernière. Le Conseil approuve les conditions de mise en œuvre de ce contrat.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR**

### **2. FIXATION DU TAUX DES TROIS TAXES COMMUNALES POUR 2007**

Les taux sont fixés comme suit :

- TAXE D'HABITATION	22,90 %
- FONCIER BATI	31,05 %
- FONCIER NON BATI	75,64 %

Il convient de noter qu'aucune augmentation des taux n'a été décidée.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 1 CONTRE**

3. **MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE POUR LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT « PASSIF »**  
La Ville a souhaité déléguer sa maîtrise d'ouvrage à un mandataire qui sera chargé de la conception, de la construction et de la recherche de subvention sur l'ensemble de ce projet. Monsieur le Maire est autorisé à signer le marché correspondant avec la S.A.E.M.C.I.B.  
**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 2 CONTRE**
4. **CRÉATION D'UNE SERVITUDE DE MIXITÉ SOCIALE DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME COMMUNAUTAIRE**  
Afin de maintenir la diversité des logements, il est décidé de créer une nouvelle servitude dite de mixité sociale applicable à l'ensemble du territoire communal. Cette servitude contraindra tout aménageur à réaliser 20 % de logements sociaux dès lors que son programme portera sur la création d'au moins 10 logements.  
**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 CONTRE – 1 ABSTENTION**
5. **DÉVELOPPEMENT DU COMPOSTAGE INDIVIDUEL**  
Dans le cadre de sa politique de développement durable, la Ville souhaite promouvoir la mise en place d'un service de traitement des déchets à la source. Monsieur le Maire est autorisé à signer la convention de mandat pour la gestion du dispositif d'aide communautaire aux particuliers s'équipant de composteurs de déchets et de récupérateurs d'eau pluviale et à solliciter les aides correspondantes auprès de la C.U.B., du Conseil Général, de l'ADEME et de tout autre partenaire potentiel. La vente du kit de compostage est fixée au prix de 12,50 €.  
**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 1 ABSTENTION**
6. **SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION C.A. BEGLAIS HANDBALL**  
Afin de lui permettre de poursuivre son projet sportif et éducatif au sein de la Ville, il est décidé de verser une subvention exceptionnelle de 70.000 Euros au C.A.B. Handball.  
**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 1 CONTRE**
7. **SUBVENTION À L'ASSOCIATION REMUE-MÉNINGES POUR LA MISE EN PLACE DE L'ACTIVITÉ D'ÉCRIVAIN PUBLIC AU COURS DE L'ANNÉE 2006**  
Cette action s'inscrivant comme un dispositif d'accompagnement des populations issues des quartiers prioritaires, une subvention de 1.900 Euros, correspondant au montant total des dépenses engagées pour l'année 2006, sera versée à cette association.  
**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR**
8. **PROJETS DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT SUD-OUEST**  
Le Conseil d'Arrondissement Sud-Ouest propose les projets suivants :  
- participation au projet du Conseil des Sages relatif à la création d'un film sur le parc de Mussonville  
- proposition d'une série d'ateliers d'éducation à l'environnement sur la zone humide du parc de Mussonville afin de la faire connaître et respecter.  
Le Conseil Municipal approuve ces propositions.  
**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR**
9. **RÉAMÉNAGEMENT DE LA CHAPELLE DE MUSSONVILLE – APPROBATION DU DOSSIER TECHNIQUE ET AUTORISATION DE LANCEMENT DE LA PROCÉDURE NÉGOCIÉE**  
Il est décidé de lancer la procédure négociée et à convoquer la commission pour étudier les propositions des entreprises pour l'ensemble des travaux représentant un coût de 1.119.456 € TTC.  
**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS**
10. **DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA VILLE**  
En cette période de l'exercice, il convient de procéder à certains ajustements.  
**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR**
11. **DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA RÉGIE DU PORT**  
Les ajustements sur ce budget sont approuvés.  
**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 3 CONTRE – 1 ABSTENTION**
12. **PROROGATION DU DÉLAI DE REMBOURSEMENT DE L'AVANCE DE TRÉSORERIE À LA S.A.E.M.C.I.B. DANS LE CADRE DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT POUR LA RESTRUCTURATION DE LA CITÉ YVES FARGE**

Il est décidé de proroger le délai de remboursement de la S.A.E.M.C.I.B. à la Ville au 31 décembre 2007, en raison de retards importants générés par le calcul des subventions à recevoir de l'A.N.R.U.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR**

**13. GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À L'ASSOCIATION DE LA CROIX ROUGE FRANÇAISE POUR LE FINANCEMENT DU NOUVEL INSTITUT RÉGIONAL DE FORMATION DES SOINS INFIRMIERS (I.R.F.S.I.) SUR LE SITE DES TERRES NEUVES**

La Ville accorde sa garantie pour un emprunt de 2.770.000 Euros contracté par la Croix Rouge Française destiné à la réalisation du nouvel Institut Régional de Formation des Soins Infirmiers.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 5 CONTRE – 1 ABSTENTION**

**14. GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE DE BEGLES (S.A.E.M.C.I.B.) – OPÉRATION ACQUISITIONS FONCIÈRES DE DIVERS TERRAINS ET BÂTIMENTS À BEGLES – ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION DU 21/12/06**

A la demande de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Conseil délibère à nouveau pour cette garantie d'emprunt, suite au changement du taux d'intérêt actuariel annuel.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

**15. MODIFICATION DES TARIFS DE RESTAURATION SCOLAIRE, D'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE DES ÉCOLES ET DES CENTRES DE LOISIRS**

Les quotients familiaux et les tarifs correspondants pour la restauration scolaire, l'accueil périscolaire et les centres de loisirs sont fixés, à compter du 29 août 2007.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 32 VOIX POUR – 1 CONTRE – 1 ABSTENTION**

**16. TARIFS DU PORT DE PLAISANCE**

Les tarifs applicables au Port de Plaisance sont fixés à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007.

**ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 1 ABSTENTION**

**17. ENQUÊTE PUBLIQUE CONCERNANT LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA SOCIÉTÉ GARONNAISE DE VIANDES EN VUE D'EXPLOITER UN ATELIER DE DÉCOUPE DE VIANDE – 13 RUE DU LUGAN**

Le Conseil émet un avis favorable à la demande de cet établissement d'exploiter un atelier de découpe de viande.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 34 VOIX POUR**

**18. VENTE DES OUVRAGES APRÈS DÉSHÉBAGE DES COLLECTIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE**

Il est décidé de fixer le prix de vente des ouvrages à 1 €, de réserver la vente exclusivement aux particuliers et de limiter le nombre de documents achetés à 10 par personne. Les sommes recueillies seront reversées, si possible, à un organisme juridiquement constitué oeuvrant pour le développement des réseaux de bibliothèques publiques.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**